

Le plus tôt, le mieux ?

Impact des transferts monétaires en réponse aux chocs de sécheresse au Niger

Mariana Garcia Martinez, Felix Lung, Ashley Pople, Patrick Premand, Margaux Vinez

Le changement climatique intensifie les phénomènes météorologiques extrêmes. Pour les ménages ruraux à faible revenu dépendant de l'agriculture pluviale, les sécheresses sont particulièrement dures. Plusieurs pays du Sahel mettent en place des systèmes de protection sociale adaptative pour aider les ménages à mieux gérer les chocs et à devenir plus résilients. Les transferts monétaires pour les ménages pauvres et vulnérables sont un instrument de réponse couramment utilisé par les gouvernements et les organisations humanitaires. Cependant, le soutien arrive souvent après que les ménages ont déjà recouru à des mécanismes d'adaptation négatifs, comme réduire leur alimentation. Les progrès technologiques, tels que la télédétection par satellite, permettent de réagir plus rapidement.

Cette note met en évidence l'impact de transferts en réponse aux chocs de sécheresse mis en place plus rapidement que la réponse traditionnelle, qui cible la période de soudure avant la prochaine récolte. Un projet pilote de transferts monétaires déclenchés précocement par des données satellitaires a été mis en œuvre par le gouvernement du Niger via la Cellule Filets Sociaux (CFS) dans quatre communes (Dantchandou, Imanan, Tagazar et Tchaké) ayant subi une grave sécheresse affectant les récoltes en octobre 2021.

Les résultats de l'évaluation d'impact montrent que des transferts précoces relativement importants entre mars et juin (4 transferts de 45 000 FCFA) ont un impact substantiel sur la consommation alimentaire, la sécurité alimentaire et le bien-être psychologique avant la période de soudure. Une réponse traditionnelle entre juillet et octobre avec des transferts similaires améliore aussi ces aspects, mais avec des impacts globaux moindres. Cela indique que certains effets des transferts précoces persistent durant la période de soudure et souligne l'importance d'une réponse rapide aux chocs.



Photo : © Curt Carnemark / Banque Mondiale

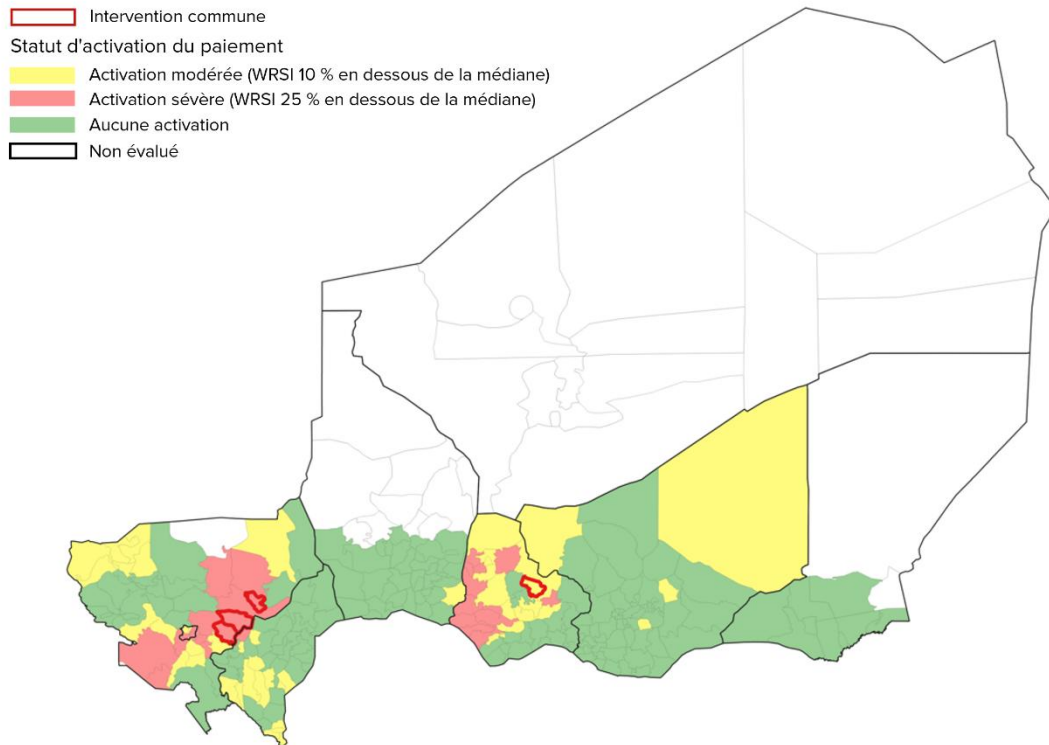
1. Déclencheurs et modalités de réponse aux chocs

À la suite de sécheresses répétées et marquant un tournant dans l'approche du Niger face aux crises induites par le climat, en 2020, le gouvernement nigérien a élaboré un programme pilote innovant de réponse précoce.

Le programme visait à répondre aux sécheresses plus tôt que d'habitude en activant des transferts monétaires d'urgence en cas de sécheresse dans les zones où un indice satellite indiquait une haute probabilité de sécheresse. Pour l'indice satellite, le programme s'est appuyé sur l'indice de satisfaction des besoins en eau (WRSI), un modèle de bilan hydrique des cultures développé par la FAO pour surveiller les conditions des cultures liées à la sécheresse. Les valeurs de l'indice sont publiées sur le site web FEWSNET tous les 10 jours.

L'activation des transferts monétaires était liée à des règles préétablies : si la valeur de l'indice devait chuter de 10% en dessous de la médiane à long terme dans une commune donnée à la fin de la saison agricole, les transferts seraient déclenchés pour 22 % des ménages de la commune. Une baisse de 25 % déclencherait des transferts pour 44 % des ménages de la commune. Les 22 % ou 44 % des ménages bénéficiaires seraient ciblés pour donner la priorité aux ménages les plus pauvres de chaque village. À la fin de la saison agricole 2021 (en octobre), l'indice WRSI a chuté de 10% en dessous de la médiane à long terme dans la commune pilote de Tchaké et de 25% en dessous de la médiane à long terme dans les communes pilotes de Dantchandou, Imanan et Tagazar. Des transferts ont donc été déclenchés en faveur de 15 400 ménages dans ces quatre communes (voir figure 1).

Figure 1: Communes d'intervention du pilote de réponse rapide à la sécheresse en 2021



Le projet pilote a suivi l'Indice WRSI dans huit communes ; les seuils de déclenchement ont été atteints dans les quatre communes entourées en rouge.

Trois modalités de réponse différentes ont été testées (Figure 2) dans les trois communes où le WRSI a chuté de 25 % en dessous de la médiane en octobre 2021 :

1. **Réponse traditionnelle (appui soudure):** quatre transferts monétaires de 45 000 francs CFA (~220 USD PPA), de juillet à septembre 2022, c'est-à-dire pendant la période de soudure.
2. **Réponse précoce courte :** quatre transferts monétaires de 45 000 francs CFA (~220 USD PPA), de mars à juin 2022, avant la période de soudure.
3. **Réponse précoce longue :** 12 transferts monétaires plus petits de 15 000 francs CFA chacun (~74 USD PPA), de mars à janvier 2023.

Les trois modalités utilisaient les mêmes critères de ciblage et les montants totaux de transfert étaient les mêmes. Une comparaison de l'impact de la réponse précoce avec la réponse traditionnelle (appui soudure) fournit des informations sur la valeur d'une réponse précoce.

2. Résumé des résultats d'impact

L'évaluation documente l'impact des différentes modalités de réponse aux chocs sur la consommation alimentaire, la sécurité alimentaire et le bien-être psychologique tout au long de l'année. Avant la période de soudure, la modalité « précoce courte » conduit à des améliorations substantielles de la consommation et de la sécurité alimentaires (voir figure 3, période pré-soudure). Pendant la période de soudure, la modalité « traditionnelle » améliore à son tour la consommation et la sécurité alimentaire (Figure 3, période de soudure).

Cependant, et c'est important, l'augmentation de la consommation alimentaire obtenue grâce à la modalité de réponse rapide avant la période de soudure est plus importante que l'augmentation de la consommation alimentaire obtenue grâce à la réponse traditionnelle pendant la période de soudure. L'évaluation d'impact montre donc qu'il y a un gain d'intervenir rapidement après un grave choc de sécheresse : les transferts monétaires précoces offrent aux ménages des avantages nets plus importants que la réponse traditionnelle pendant la période de soudure, et certains effets perdurent pendant la période de soudure.

Après la période de soudure, il n'y a plus de différence d'impact entre les modalités de transfert. Les modalités de transfert ont des effets similaires sur la consommation alimentaire et la sécurité alimentaire à la fois dans les mois qui suivent la récolte (période « post-soudure » dans la figure 3) et à la dernière enquête de suivi (6 mois après les derniers transferts, en mai-juin 2023). En outre, la modalité « précoce longue », qui prévoit des transferts plus faibles tout au long de l'année, ne présente pas non plus d'avantages sur les modalités de réponse « précoce courte » ou « traditionnelle ».

Il est important de noter que l'étude ne compare que les modalités de transferts monétaires en réponse aux chocs les unes par rapport aux autres. Elle ne compare pas les effets de fournir ou non des transferts. D'autres évaluations d'impact au Niger ont déjà démontré que les transferts monétaires réguliers effectués pendant deux ans ont des effets durables dans des multiples dimensions.

Les effets sur le bien-être psychologique sont similaires à ceux sur la consommation alimentaire. La modalité « précoce courte » entraîne des améliorations immédiates du bien-être psychologique avant la période de soudure : les transferts monétaires précoces procurent aux ménages une plus grande tranquillité d'esprit à l'approche de la période de soudure. La réponse traditionnelle pendant la période de soudure améliore le bien-être psychologique pendant la période de soudure, mais moins que la modalité « précoce courte » avant la période de soudure. Par conséquent, et comme pour la consommation alimentaire, les transferts monétaires précoces présentent des avantages nets. Après la période de soudure, les impacts sont à nouveau similaires entre les différentes modalités.

Les transferts monétaires en réponse aux chocs ont également un impact sur les comportements financiers de ménages. Les transferts précoces réduisent la part des ménages empruntant avant la soudure par rapport aux ménages recevant la réponse traditionnelle. Plus largement, toutefois, l'ajustement du calendrier des transferts n'a pas d'impact significatif sur les moyens de subsistance durant l'année qui suit la sécheresse.

Figure 2 : Les trois modalités de transfert monétaire en réponse aux chocs

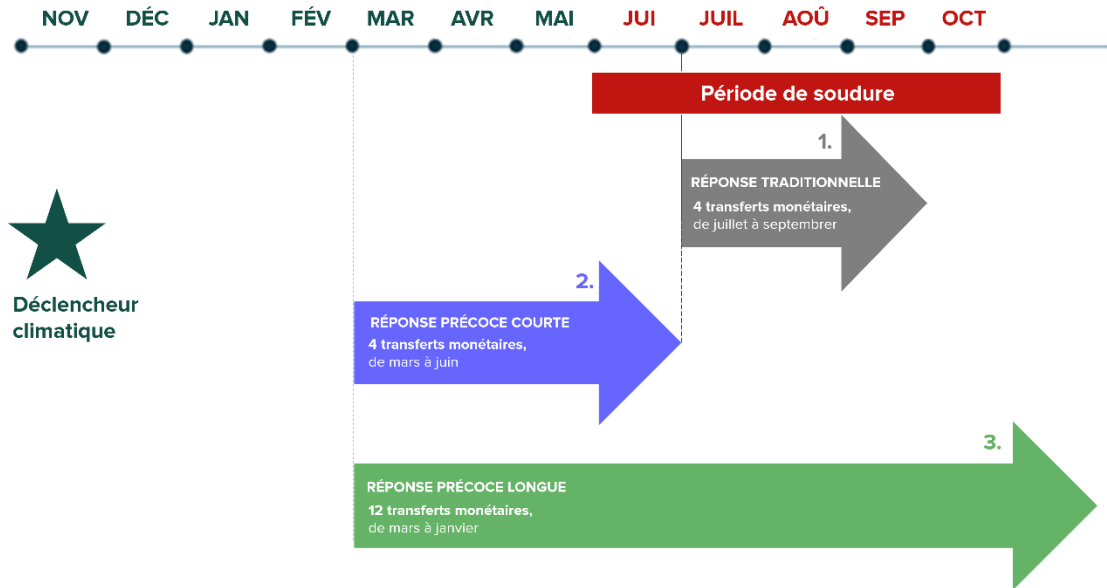
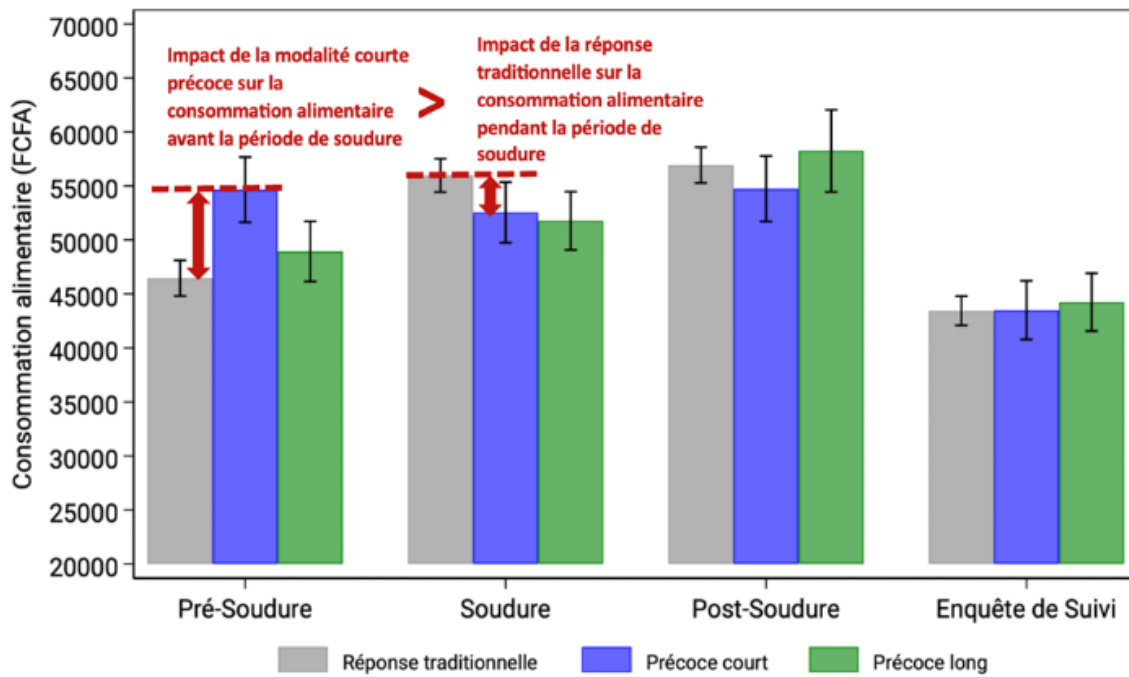


Figure 3 : Impacts sur la consommation alimentaire durant chaque période



3. Implications sur le plan politique et opérationnel

Dans l'ensemble, les résultats montrent que les transferts monétaires en réponse aux chocs atteignent leur objectif principal, qui est de soutenir le bien-être des ménages pauvres face à une sécheresse sévère. Les transferts effectués quatre mois avant la période de soudure ont un impact plus important sur la consommation, la sécurité alimentaire et le bien-être psychologique que la réponse traditionnelle pendant la période de soudure. Cela montre l'importance, pour les gouvernements et les agences humanitaires, de fournir un soutien précoce aux ménages exposés à une sécheresse sévère.

Pour généraliser les interventions précoces, il est nécessaire de mettre en place des déclencheurs de réponse précoce à la sécheresse. Grâce à l'évolution des technologies, les outils de détection des sécheresses deviennent de plus en plus disponibles. Pourtant, de nombreux gouvernements et acteurs humanitaires s'appuient encore principalement sur des données de sécurité alimentaire collectées sur le terrain (comme avec le *Cadre Harmonisé* en Afrique de l'Ouest) pour planifier et lancer leur réponse aux crises. Afin de faciliter une réponse rapide, il est possible de généraliser l'utilisation des données d'alerte précoce sur le climat. De telles données sont disponibles presque en temps réel et peuvent indiquer si, et dans quelle mesure, une sécheresse risque d'affecter les récoltes, même avant la fin de la saison des pluies. Des seuils de données explicites peuvent être établis pour déclencher immédiatement des efforts de réponse.

Il est également important de garantir une capacité de réponse rapide. Lorsque la capacité de détection précoce des sécheresses et les déclencheurs sont en place, les intervenants peuvent envisager d'améliorer leur préparation à la réponse rapide. Cela comprend trois éléments :

(1) Les systèmes de distribution doivent être capables de fournir rapidement une aide aux ménages touchés. Cela implique l'existence d'une capacité de ciblage réagissant aux chocs, par exemple par le biais de registres sociaux

contenant des données sur les ménages particulièrement vulnérables. Cela implique également l'existence de systèmes de paiement capables de fournir rapidement des transferts monétaires, par exemple par le biais d'un portail de paiement électronique ou de contrats-cadres avec des prestataires de services de paiement. Enfin, cela implique la disponibilité et la capacité des acteurs de la coordination à gérer la réponse.

(2) La préparation à une réponse rapide exige en outre que des fonds soient rapidement disponibles pour financer la réponse. L'établissement d'un lien entre les instruments de financement des risques de catastrophes (DRF), tels que les fonds pour les catastrophes, l'assurance ou le crédit contingent, et la réponse peut contribuer à garantir cette disponibilité.

(3) Enfin, comme pour le déclencheur, il convient d'établir dès le départ des règles claires décrivant les processus de réponse en cas de sécheresse. Cela peut se faire, par exemple, par le biais de plans d'urgence nationaux.

Les transferts monétaires précoces en réponse à un choc de sécheresse ont un effet significatif sur la sécurité alimentaire et le bien-être. Cependant, l'ajustement du calendrier de ces transferts a des effets limités sur le bien-être au-delà de la période de soudure. L'ajustement des transferts d'aide en réponse à la sécheresse n'a pas d'impact significatif sur les moyens de subsistance tout au long de l'année. Pour atteindre des objectifs politiques plus larges, tels que la réduction de la pauvreté et le renforcement de la résilience face aux chocs futurs, des programmes de filets sociaux réguliers à plus long terme, — comme les [filets sociaux pluriannuels incorporant des composantes d'inclusion économique pour promouvoir la diversification des moyens de subsistance](#) qui ont montré des résultats probants au Niger — restent essentiels.

© 2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/la Banque mondiale

1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Site web : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de ses Administrateurs, ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou incohérences qui pourraient apparaître dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation ou du défaut d'utilisation des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentées dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent document n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement qu'elle reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue, ni n'implique, ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ou comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Parce que la Banque mondiale encourage la diffusion de son savoir, le présent ouvrage peut être reproduit, en intégralité ou en partie, à des fins non commerciales, dès lors que sa paternité est pleinement reconnue.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org

Remerciements

Cette étude est le résultat d'une collaboration entre la Cellule Filets Sociaux (CFS) du Niger, qui gère le projet de filets sociaux adaptatifs du Niger, le Groupe de Protection Sociale de l'Afrique de l'Ouest de la Banque mondiale (HAWS2), le groupe d'impact du développement (DIME) de la Banque mondiale et l'Université d'Oxford.

L'étude a été soutenue par le Programme de protection sociale adaptative au Sahel (SASSP). Le SASPP est un fonds fiduciaire multi-donateurs géré par la Banque mondiale qui soutient le renforcement des systèmes de protection sociale adaptatifs dans le Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal) afin d'améliorer la résilience des ménages et des communautés pauvres et vulnérables face aux impacts du changement climatique.

Le programme est appuyé par l'Allemagne, le Danemark, la France et le Royaume-Uni.